



## Acte d'Avocat

Le présent acte juridique constitue un ACTE D'AVOCAT, tel que défini par l'article 1374 du Code civil, rédigé par Maître Rodolphe ETESSE, Avocat au Barreau de SAINT-BRIEUC, représentant la société d'Avocat RODOLPHE ETESSE – AVOCAT – JURIDIQUE ET FISCAL DE L'ENTREPRISE, dont le siège social est situé 7, Côte Vendel – 22000 SAINT-BRIEUC.

# STATUTS

CONSTITUTIFS DE LA SOCIETE « *TOBO* »

## LE SOUSSIGNE :

**Monsieur Thomas, Michel, Gérard BOULNOIS,**

Né le 8 septembre 1987 à EAUBONNE (95),

De nationalité française,

Demeurant 6, « La Haute Rabinardière » - 35760 SAINT-GREGOIRE,

Marié à Madame Pauline MEVEL, née le 6 octobre 1987 à LANNION (22), de nationalité française, sous le régime de la séparation de biens, aux termes d'un contrat de mariage reçu par Maître A. TRIAU, Notaire à SAINT-JACQUES-DE-LA-LANDE (35), préalable à leur union célébrée, le 19 juillet 2014, à la Mairie de RENNES (35) ; ce régime n'ayant subi aucune modification depuis lors.

**A ETABLI, AINSI QU'IL SUIIT, LES STATUTS D'UNE SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE QU'IL A DECIDE D'INSTITUER**

**TITRE I - FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE - EXERCICE - GERANCE**

**ARTICLE 1 - Forme**

La Société est une Société à Responsabilité Limitée. Elle est régie par les dispositions du Livre deuxième du Code de commerce, par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

## **ARTICLE 2 – Objet**

La Société a pour objet, en France et à l'étranger, directement ou indirectement :

- **L'exercice de tous mandats sociaux ;**
- **L'assistance à la gestion d'entreprise ;**
- **L'acquisition ainsi que la gestion de tout portefeuille de valeurs mobilières et autres titres de placement ;**
- **La prise de participation, minoritaire ou majoritaire, au capital de toutes sociétés existantes ou nouvelles, quel que soit leurs objets et leurs activités, et la gestion de ces participations ;**
- **L'administration des filiales et participations, la mise en œuvre de la politique générale du groupe ainsi constitué et l'animation des sociétés qu'elle contrôle, exclusivement ou conjointement, ou sur lesquelles elle exerce une influence notable, en participant activement à la définition de leurs objectifs et de leur politique économique ;**
- **La prestation de services, de quelque nature que ce soit, au profit des sociétés filiales ainsi que des sociétés dans lesquelles sont détenues des participations, l'assistance financière, administrative et comptable et, plus généralement, le soutien, en matière de gestion, à toutes sociétés du groupe, par tous moyens techniques existants (mise à disposition de tout matériel, gestion et location de tous immeubles, formation et information de tout personnel, négociation de tous contrats, ...) ;**
- **L'activité de marchand de biens immobiliers ;**
- **La promotion immobilière de bâtiments résidentiels ou non résidentiels à des fins de vente ;**
- **La création de lotissement avec ou sans viabilisation ;**
- **La location en meublé ;**
- **Les activités événementielles, notamment l'organisation, la gestion et la réalisation de tous types d'événements, qu'ils soient professionnels, privés, culturels ou sportifs ;**
- **La conception et la mise en œuvre de projets événementiels, incluant la planification, la coordination logistique, la décoration, la location de matériels et l'animation ;**
- **Les prestations de conseil en stratégie événementielle et communication ;**
- **Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son développement ;**
- **La participation de la Société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance.**

## **ARTICLE 3 - Dénomination sociale**

La dénomination de la Société est : **TOBO**



Tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers et, notamment, les lettres, factures, annonces et publications diverses doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement des mots « Société à Responsabilité Limitée » ou de l'abréviation « S.A.R.L. » de l'énonciation du capital social ainsi que du numéro d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

#### **ARTICLE 4 - Siège social**

Le siège social est fixé au **6, « La Haute Rabinardière » - 35760 SAINT-GREGOIRE.**

#### **ARTICLE 5 – Durée**

La durée de la Société est fixée à **QUATRE-VINGT-DIX-NEUF (99) années** à compter de sa date d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés ; sauf dissolution ou prorogation anticipée.

#### **ARTICLE 6 - Exercice social**

L'exercice social commence le **1<sup>er</sup> février** de chaque année et se termine le **31 janvier** de l'année suivante.

Le premier exercice social sera clos le **31 janvier 2025.**

#### **ARTICLE 7 – Comptes-courants**

La Société peut recevoir de l'associé unique (ou de l'associé intéressé, s'ils sont plusieurs) et/ou de la gérance des fonds en dépôt, sous forme d'avances en compte-courant.

Les conditions et modalités de ces avances, et, notamment, leur rémunération et les conditions de retrait, sont déterminées, d'un commun accord, entre l'associé unique (ou l'associé intéressé, s'il y en a plusieurs) et la gérance.

#### **ARTICLE 8 - Gérance**

La gérance de la Société est assurée, pour une durée indéterminée, par **Monsieur Thomas BOULNOIS**, soussigné, présent et intervenant, qui déclare accepter cette fonction et qu'il n'existe, de son chef, aucune incompatibilité, ni aucune interdiction pouvant faire obstacle à cette nomination.

La gérance exercera ses fonctions dans les conditions prévues au Titre III des présents statuts.

### **TITRE II - APPORTS - CAPITAL - PARTS SOCIALES**

#### **ARTICLE 9 - Apports**

Le soussigné apporte en numéraire, au capital de la Société, une somme de MILLE (1.000) euros.

Cet apport correspond à CENT (100) parts sociales, souscrites en totalité et entièrement libérées, soit pour un montant total de MILLE (1.000) euros.

Cette somme de MILLE (1.000) euros a été déposée, dès avant ce jour, au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation, ainsi que l'atteste le Certificat du dépositaire préalablement établi par la Banque : CREDIT AGRICOLE DES COTES D'ARMOR – Agence de TREGUIER – 2, rue Irène Joliot-Curie – 22220 TREGUIER.

## **ARTICLE 10 - Capital social**

Le capital social est fixé à la somme de **MILLE (1.000) euros** et est divisé en **CENT (100) parts**, numérotées de 1 à 100 inclus, de DIX (10) euros chacune, entièrement souscrites, libérées dans les conditions exposées ci-dessus et attribuées, en totalité, à **Monsieur Thomas BOULNOIS**, associé unique.

## **ARTICLE 11 – Modification du capital social**

### **I - Augmentation du capital**

Le capital social peut, en vertu d'une décision de l'associé unique ou décision collective extraordinaire des associés être augmenté, en une ou plusieurs fois, en représentation d'apports en nature ou en numéraire, ou par incorporation de tout ou partie des bénéfices ou réserves disponibles, au moyen de la création de parts sociales nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

### **II - Réduction du capital social**

**1** - Le capital social peut être réduit, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, par décision de l'associé unique ou par décision collective extraordinaire des associés.

**2** - Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, le montant des capitaux propres de la Société devient inférieur à la moitié du capital social, l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale extraordinaire des associés, décident dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, s'il y a lieu de prononcer la dissolution anticipée de la Société. Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et sous réserve des dispositions relatives au montant minimum du capital, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pu être reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital. En cas d'inobservation des prescriptions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu valablement délibérer. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution de la Société, si au jour où il statue la régularisation a été effectuée.

## **ARTICLE 12 - Représentation des parts sociales - Obligations nominatives**

### **I - Représentation des parts sociales**

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Les droits de l'associé dans la Société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement notifiés et publiés.

La Société peut émettre des parts sociales en rémunération des apports en industrie qui lui sont effectués. Ces parts sont émises sans valeur nominale et ne sont pas prises en compte pour la formation du capital social.

Les parts sociales d'industrie sont attribuées à titre personnel. Elles ne peuvent être cédées et sont annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation des prestations dues par ledit titulaire.

## **II - Obligations nominatives**

Si la Société est dotée d'un Commissaire aux comptes et que les comptes des trois derniers exercices de 12 mois ont été régulièrement approuvés, elle pourra émettre des obligations nominatives, dans les conditions et sous les réserves édictées par la réglementation en vigueur, sans pour autant pouvoir procéder à une offre au public.

L'émission des obligations nominatives est décidée par l'assemblée générale des associés, dans les conditions de majorité requises pour les décisions ordinaires. Si le capital de la Société est entièrement libéré, l'assemblée générale peut déléguer au Gérant le pouvoir de procéder à l'émission des obligations nominatives.

Une notice relative aux conditions de l'émission et un document d'information, conformes aux dispositions des articles R 223-7 et R 223-9 du Code de commerce, sont mis à la disposition des souscripteurs lors de chaque émission.

Pour la défense de leurs intérêts, les obligataires sont regroupés en une masse dotée de la personnalité morale et représentée par une ou plusieurs personnes physiques ou morales, sans que les représentants puissent être plus de trois, et sont appelés à se réunir en assemblée générale, dans les conditions et selon les modalités fixées par la réglementation en vigueur.

## **ARTICLE 13 - Cession - Transmission**

### **I – Cession**

Les cessions de parts doivent être constatées par écrit.

La cession n'est opposable à la Société que dans les formes prévues par l'article 1690 du Code civil ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le Gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au Greffe du tribunal de commerce.

Les cessions ou transmissions sous quelque forme que ce soit des parts sociales appartenant à l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, seules les cessions de parts au profit de tiers étrangers à la Société autres que le conjoint, les ascendants ou descendants d'un associé, sont soumises à agrément dans les conditions prévues par les dispositions de la loi et du décret sur les Sociétés commerciales.

### **II - Transmission**

En cas de décès de l'associé unique, la Société continue de plein droit entre ses ayants droit ou héritiers, et, le cas échéant, son conjoint survivant.

### **III - Dissolution de la communauté**

En cas de dissolution de la communauté de biens existant entre l'associé unique et son conjoint, la Société continue soit avec un associé unique, si les parts sociales sont attribuées en totalité à l'un des époux, soit avec deux associés si lesdites parts sont partagées entre les époux.

#### **ARTICLE 14 - Indivisibilité des parts sociales**

En cas de pluralité d'associés, les copropriétaires de parts sociales indivises sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

En cas de démembrement du droit de propriété, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires et au nu-proprétaire pour les décisions extraordinaires.

Cependant, les titulaires de parts sociales dont la propriété est démembrée peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote lors des décisions collectives des associés, et notamment prévoir, sous réserve du droit, pour l'usufruitier, de voter pour toutes les décisions relatives à l'affectation des résultats, que le droit de vote sera exercé par l'usufruitier pour toutes les décisions autres que l'affectation des résultats. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute décision collective adoptée après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la Poste faisant foi de la date d'expédition.

Quel que soit le titulaire des droits de vote, le nu-proprétaire et l'usufruitier ont le droit de participer aux décisions collectives. Ils doivent être convoqués à toutes les assemblées et disposent du même droit d'information.

#### **ARTICLE 15 - Décès ou incapacité d'un associé**

La Société n'est pas dissoute par le décès ou l'incapacité frappant l'associé unique ou l'un des associés.

### **TITRE III - GERANCE**

#### **ARTICLE 16 - Pouvoirs de la Gérance**

##### **16-1 Nomination**

La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, nommés avec ou sans limitation de durée.

Le ou les gérants sont nommés par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

##### **16-2 Gestion des biens et affaires de la Société**

Le ou les Gérants sont tenus de consacrer le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales. Chacun d'eux peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.



Le ou les Gérants sont expressément habilités à mettre les statuts de la Société en harmonie avec les dispositions impératives de la loi et des règlements, sous réserve de ratification de ces modifications par décision des associés représentant plus des trois-quarts des parts sociales.

La Gérance dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion des biens et affaires de la Société et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.

En cas de pluralité de Gérants, dans les rapports avec les tiers, chacun des Gérants peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il était Gérant unique.

En cas de pluralité de Gérants, chaque co-gérant dispose du droit de s'opposer à toute opération non encore conclue.

L'opposition formée par l'un d'eux aux actes de son ou de ses co-gérants est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers ont eu connaissance de celle-ci. La conclusion des opérations s'apprécie différemment selon le type d'opérations visées.

En matière contractuelle, l'opposition doit intervenir avant l'échange des consentements.

Pour les actions en justice engagées par la Société, la date limite de validité de l'opposition correspond à la date de dépôt de la requête au greffe du Tribunal compétent.

L'opposition du co-gérant peut être faite sous une forme quelconque pourvu qu'elle soit nettement affirmée. Le Gérant, ou chacun des Gérants s'ils sont plusieurs, a la signature sociale, donnée par les mots « Pour la Société - Le Gérant », suivis de la signature du Gérant.

### 16-3 Représentation de la Société

Dans ses rapports avec les tiers, la Gérance est investie des pouvoirs les plus étendus pour représenter la Société et agir en son nom en toute circonstance, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

### **ARTICLE 17 - Cessation des fonctions des Gérants**

Le ou les Gérants sont révocables par décision de l'associé unique ou par une décision collective des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts. Enfin, en cas de pluralité d'associés, un Gérant peut être révoqué par le Président du Tribunal de Commerce, pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Les fonctions du ou des Gérants cessent par décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité de fonctions ou révocation. Le Gérant peut également résilier ses fonctions mais seulement en prévenant l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, chacun des associés trois mois à l'avance.

La cessation des fonctions du ou des Gérants n'entraîne pas dissolution de la Société.

L'associé unique (ou les associés s'ils sont plusieurs) procède(nt) au remplacement du ou des Gérants sur convocation, soit du Gérant restant en fonction, soit du Commissaire aux comptes s'il en existe un, soit par un Mandataire de justice à la requête de l'associé le plus diligent. Un ou plusieurs associés représentant le quart du capital peuvent demander la réunion d'une assemblée.

En cas de vacance de la gérance, pour quelque cause que ce soit, et notamment en cas de décès, de démission, de révocation ou de placement sous tutelle du Gérant unique, tout associé ou le Commissaire aux comptes de la Société peut convoquer l'assemblée des associés, à la seule fin de remplacer le Gérant décédé dans les conditions de forme et de délai précisées par la réglementation en vigueur. Dans ce cas, le délai de convocation de l'assemblée générale est réduit de 15 à 8 jours.

#### **ARTICLE 18 - Rémunération de la gérance**

Chacun des Gérants a droit, en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel à passer par frais généraux.

Les modalités d'attribution de cette rémunération, ainsi que son montant, sont fixés par décision de l'associé unique ou décision ordinaire des associés. La gérance a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements.

#### **ARTICLE 19 - Conventions entre la Société et la gérance ou un associé**

**1** - Les conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales (article L 223-20 du Code de commerce), qui interviennent directement ou par personne interposée entre la Société et l'un de ses Gérants ou associés, sont soumises à la procédure d'approbation prévue par la loi. Ces dispositions s'appliquent aux conventions passées avec une Société dont un associé indéfiniment responsable, un Gérant, un administrateur, un Directeur Général, un membre du Directoire ou un membre du Conseil de surveillance, est également associé ou Gérant de la SARL.

**2** - Lorsque la Société n'est pas pourvue de Commissaire aux comptes, les conventions conclues par le Gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

**3** - La procédure d'approbation et de contrôle prévue par la loi ne s'applique pas aux conventions conclues par l'associé unique, Gérant ou non. Toutefois, le Gérant non associé ou le Commissaire aux comptes, s'il en existe un, doivent établir un rapport spécial.

**4** - Les conventions conclues par l'associé unique ou par le Gérant non associé doivent être répertoriées dans le registre des décisions de l'associé unique.

**5** - A peine de nullité du contrat, il est interdit aux Gérants ou aux associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle des découverts en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers. Cette interdiction s'applique également aux représentants légaux des personnes morales associées, aux conjoints, ascendants et descendants des Gérants ou associés personnes physiques, ainsi qu'à toute personne interposée.

### **TITRE IV - DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DES ASSOCIES**

#### **ARTICLE 20 – Décisions de l'associé unique ou des associés**

**1** - L'associé unique exerce les pouvoirs qui sont dévolus par la loi aux associés réunis en assemblée générale. Il ne peut déléguer ses pouvoirs.

**2** - Les décisions de l'associé unique sont constatées dans un registre côté et paraphé dans les mêmes conditions que le registre des procès-verbaux des assemblées.

**3** - En cas de pluralité d'associés, tout associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Dans l'exercice de son droit de participer aux décisions collectives, chaque associé a le droit de se faire représenter par un autre associé, sauf si les associés sont au nombre de deux, ou par son conjoint à moins que la Société ne comprenne que les deux époux, ou par toute autre personne de son choix.

**4** - Les décisions collectives des associés sont prises en assemblées. Ces assemblées sont convoquées et délibèrent conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

#### **ARTICLE 21 - Information de l'associé unique ou des associés**

**1** - L'associé unique non-gérant, indépendamment de son droit d'information préalable à l'approbation annuelle des comptes, peut à toute époque, prendre connaissance au siège social des documents prévus par la loi et relatifs aux trois derniers exercices sociaux.

**2** - Lorsque la Société comporte plusieurs associés, l'étendue et les modalités de leurs droits d'information et de communication sont déterminées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

### **TITRE V - CONTROLE DE LA SOCIETE**

#### **ARTICLE 22 - Commissaires aux comptes**

La nomination d'un Commissaire aux comptes titulaire est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements, dans le cadre d'un audit légal classique ou de l'audit légal réservé aux petites entreprises. Elle est facultative dans les autres cas.

En cas de pluralité d'associés, la nomination d'un Commissaire aux comptes peut également être décidée par décision ordinaire des associés. Elle peut aussi être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Enfin, une minorité d'associés représentant au moins un tiers du capital peut obtenir la nomination d'un Commissaire aux comptes sur demande motivée auprès de la Société.

Le Commissaire aux comptes exerce ses fonctions dans les conditions prévues par la loi.

### **TITRE VI - COMPTES SOCIAUX - BENEFICES - DIVIDENDES**

#### **ARTICLE 23 – Comptes sociaux**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également le bilan, le compte de résultat et l'annexe, en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.



Elle établit également un rapport de gestion exposant la situation de la Société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités en matière de recherche et de développement.

#### **ARTICLE 24 – Affectation et répartition des résultats**

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, ainsi que tous amortissements provisions, constituent le bénéfice.

Il est fait, sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un compte de réserve dite « réserve légale ». Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté des reports bénéficiaires.

Le bénéfice distribuable est attribué à l'associé unique. Lorsque la Société comprend plusieurs associés, la part attribuée aux associés sur ce bénéfice est déterminée par l'assemblée générale.

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'associé unique ou décidées par l'assemblée générale.

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans les neuf mois de la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

L'associé unique ou l'assemblée générale peut également décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

De même, l'associé unique ou l'assemblée générale peut décider d'affecter en totalité ou en partie les sommes distribuables aux réserves ou au report à nouveau.

Aucune distribution ne peut être effectuée lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite d'une telle distribution, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Les pertes de l'exercice, s'il en existe, sont inscrites au report à nouveau pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à apurement complet.

### **TITRE VII - PROROGATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS**

#### **ARTICLE 25 - Prorogation**

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, l'associé unique ou les associés doivent décider si la Société doit être prorogée ou non.

#### **ARTICLE 26 – Dissolution – Liquidation**



1 - La Société est dissoute à l'arrivée du terme statuaire, sauf prorogation régulière, et en cas de survenance d'une cause légale de dissolution.

2 - Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé personne morale, la dissolution pour quelque cause que ce soit, entraîne dans les conditions prévues par l'article 1844-5 du Code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

3 - Lorsque la Société comporte un associé personne physique ou plusieurs associés, la dissolution entraîne sa liquidation. Sa dénomination doit alors être suivie des mots « Société en liquidation ». Le ou les Liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution. La collectivité des associés garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale, mais les pouvoirs du ou des Gérants, comme ceux des Commissaires aux comptes s'il en existe, prennent fin à compter de la dissolution. Le ou les Liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les associés. Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des Liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

### **ARTICLE 27 - Contestations**

Toutes les contestations relatives aux affaires sociales susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

## **TITRE VIII - FORMALITES**

### **ARTICLE 28 - Personnalité morale**

Conformément à la loi, la Société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

### **ARTICLE 29 - Etat des actes accomplis pour le compte de la Société en formation**

L'associé unique déclare accepter, purement et simplement, les actes déjà accomplis pour le compte de la société en formation et énoncés ci-après :

- Ouverture d'un compte bancaire pour le dépôt des fonds de la Société ;
- Acquisition des premiers matériels nécessaires à l'exploitation.

L'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés emportera, de plein droit, reprise par celle-ci des engagements décrits ci-dessus.

### **ARTICLE 30 - Frais – Formalités de publicité - Immatriculation**

Tous les frais, droits et honoraires entraînés par le présent acte et ses suites, incomberont à l'associé unique jusqu'à ce que la Société soit immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés. À compter de cette immatriculation, ils seront entièrement pris en charge par la Société, qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfices.

Toutes les formalités requises par le Code de commerce à la suite des présentes, notamment en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, seront faites à la diligence et sous la responsabilité du premier Gérant de la Société, avec la faculté de se substituer tout Mandataire de son choix.

De plus, tous pouvoirs sont donnés à Maître Rodolphe ETESSE, Avocat, 7, Côte Vendel – 22000 SAINT-BRIEUC et au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la Société et, notamment :

- pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un Journal d'Annonces Légales dans le département du siège social ;
- pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés ;
- et, généralement, pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

### **ARTICLE 31 - Option pour l'Impôt sur les Sociétés**

Conformément à l'article 206, 3 du Code général des impôts, l'associé unique déclare opter pour l'Impôt sur les Sociétés.

#### **Acte d'Avocat**

Maître Rodolphe ETESSE, Avocat au Barreau de SAINT-BRIEUC, représentant la société d'Avocat RODOLPHE ETESSE – AVOCAT – JURIDIQUE ET FISCAL DE L'ENTREPRISE, dont le siège est 7, Côte Vendel – 22000 SAINT-BRIEUC, intervenant aux présentes, a été mandaté, par le soussigné, pour rédiger le présent acte d'Avocat.

En vue d'organiser la signature électronique des présentes, le soussigné a préalablement communiqué à Maître Rodolphe ETESSE son état civil, son numéro de téléphone portable qu'il utilise personnellement et exclusivement et l'adresse courriel qu'il utilise personnellement et exclusivement, également.

Le soussigné atteste qu'est irréfragablement attachée à sa personne la signature électronique émise par le service *YouSign*, dès lors qu'il a reçu le code de déblocage de la clé cryptographique asymétrique émise par le service *YouSign* sur son numéro de téléphone portable pour appliquer la signature électronique au présent acte reçu sur son adresse courriel via l'interface.

Le soussigné s'engage à ne pas contester la recevabilité, l'opposabilité ou la force probante des éléments du présent acte électronique signé, sur le fondement de leur nature électronique.

Le soussigné reconnaît qu'il a été destinataire du présent acte et de ses annexes dans leur entier, cette signature valant accusé de réception, à la date de signature et paraphe de chaque page ; l'entier contenu dudit acte et de ses annexes lui étant dès lors opposable.

Le soussigné convient que le présent acte électronique, signé au moyen de l'apposition d'une signature électronique générée, constitue une preuve littérale, au sens de l'article 1365 du Code civil, et a la même valeur probante qu'un écrit sur support papier, conformément à l'article 1366 du Code civil, et pourra valablement lui être opposé.



Le signataire déclare et reconnaît que cette signature électronique a la même valeur légale que sa signature manuscrite et que le document ainsi signé électroniquement constitue l'unique original des présentes pour l'ensemble des signataires et qu'il constitue une preuve par écrit, au sens des articles 1364 et suivants du Code civil, et, qu'en conséquence, il pourra valablement être opposé aux tiers et produit en justice, si besoin.

En conséquence, après avoir recueilli électroniquement sa signature sur ledit acte, Maître Rodolphe ETESSE le contresigne, avec l'accord du soussigné. Conformément à l'article 66-3-1 de la loi du 31 décembre 1971, ce contresignat atteste qu'il a personnellement vérifié l'identité ainsi que la capacité du signataire et l'a pleinement informé sur les conséquences juridiques de cet acte, ce que celui-ci reconnaît.

En cas de difficulté d'exécution des présentes et de leur suite, il sera recouru, avant toute saisine des juridictions, à une convention de procédure participative, telle que régie par les articles 2062 à 2068 du Code civil.

**Fait en un exemplaire électronique original, signé et daté électroniquement par l'intermédiaire d'un logiciel sécurisé de signature électronique.**

**LE**

**SUIVENT LES SIGNATURES**

**Monsieur Thomas BOULNOIS**  
Bon pour acceptation des fonctions de Gérant  
(*Signature*)

**L'AVOCAT**  
**Maître Rodolphe ETESSE**  
(*Signature*)

